

rativement: que cette honte de l'humanité qu'est le gouvernement bulgare s'en aille, afin que ce peuple ensanglanté et meurtri puisse vivre dans la paix et la liberté.

**A bas les assassinats politiques!**  
**Vive l'amnistie générale!**

Pour l'Association des instituteurs socialistes aux écoles supérieures:  
Professeur Hans Hahn.

Pour l'Association des avocats socialistes:  
Dr. Richard Behr.

Pour l'Union républicaine d'anciens combattants et des victimes de la guerre:  
Le président Uhl.

Pour l'Association de la communauté morale:  
Dr. Kirner.

Pour l'Union des adversaires du service militaire en Autriche:  
Madame Olga Misar.

Pour l'Internationale de la ligue féminine pour la paix et la liberté:  
Madame Hélène Herzka

Dr. Alfred Adler; le professeur de l'Université Dr. Max Adler; Henri Barbusse; Charles Forest, acteur; Antoine Edhofer, acteur; Dr. Hugo Fischer, médecin; Dr. Marcel Friedmann, avocat; Dr. Oscar Fränkel, médecin; Madame Marie Goldcheid, vice-présidente de la ligue des femmes pour la paix et la liberté; Dr. Rodolphe Goldcheid, président de l'Association de la paix; Dr. Victor Hammerchlag, professeur de l'Université; Felix Harta, peintre; Dr. Max Jullig, professeur; Madame Erna Jullig; Madame Jua Kaous, littératrice; Dr. Kienzi, compositeur; Paul Klenu; Dr. Karl Maria Kohler, acteur; Dr. Oswald Richter, avocat; le professeur Alexandre RoHer; Dr. Valentin Rosenfeld, avocat; Madame Eugénie Chvartzvald; Dr. Otto Seizel, avocat.

## La situation des réfugiés grecs

(Correspondance de Salonique.)

La guerre greco-turque de 1922 eût comme résultat la défaite de l'idée panhelléniste et fût en même temps un coup sensible pour l'impérialisme anglais, une catastrophe pour les grecs d'Asie Mineure et de la Thrace orientale.

Des masses énormes de réfugiés suivirent dans la retraite l'armée de Constantin.

Le nombre de ces réfugiés est d'un million, errant à travers les champs macédoniens et thraciens.

Ils sont les hôtes indésirables de la bourgeoisie grecque, malgré qu'ils soient victimes de sa politique aventureuse et impérialiste.

Pour un petit Etat de cinq millions d'habitants, ils représentent un lourd fardeau, voilà pourquoi, tous les gouvernements qui se succèdent depuis trois ans au pouvoir en Grèce, sont obligés de s'occuper de la situation des réfugiés. Détachés de leur milieu, arrivés en Grèce sans moyens, les fugitifs ont pu être installés à l'aide de l'Etat grec, qui était obligé de les héberger car ils pourraient représenter un danger sérieux pour la souveraineté de la bourgeoisie. En effet, celle-ci les installait, mais au détriment de la population indigène surtout. En Macédoine, les réfugiés étaient installés dans les villages et les maisons des bulgares et des turcs qui étaient expulsés de leurs foyers, quoiqu'il y ait beaucoup de champs incultes et de terres appartenant aux gros propriétaires, aux églises, aux monastères et aux vakifs. \*)

\*) Fondation religieuse, propriété d'une mosquée.

On prit les magasins et les terres aux turcs et aux bulgares pour être donnés aux réfugiés. Il n'y a pas de maison villageoise en Macédoine, appartenant à des turcs ou à des bulgares — encore non expulsés — et à des juifs, dans laquelle des réfugiés n'y soient logés. De là proviennent les conflits entre les habitants locaux, de différentes nationalités et les réfugiés. Dans ces conflits, presque toujours les autorités étaient du côté des réfugiés et leurs organes les encourageaient même: elles comptaient par ce moyen expulser plus facilement la population indigène bulgare et turque et gagner les réfugiés. La situation de la population locale devint très difficile. Ainsi qu'il a été dit plus haut, étant donné que les réfugiés représentent un nombre énorme qui devait être gagné ou au moins neutralisé, les différents partis politiques se présentaient comme leurs amis et s'efforçaient d'alléger leur situation. Depuis trois ans les gouvernements grecs dépensent, avec l'appui de tous les partis bourgeois, des sommes considérables pour eux. Ils allouaient des crédits énormes; ils ont même fait un emprunt international pour munir les réfugiés d'habitations, de terres et de crédits.

La commission désignée pour le placement des réfugiés a publié dernièrement un compte-rendu de sommes dépensées pour eux, se montant à environ 2.500.000.000 drachmes. Comparés avec les moyens accordés par le gouvernement Tsankoff pour l'installation des réfugiés en Bulgarie, ces sommes paraissent considérables, mais vu les besoins d'un million et demi de réfugiés, ce n'est quand même qu'une goutte dans la mer.

Cependant, quelles que soient les mesures que pourrait prendre le gouvernement et malgré les promesses des hommes politiques, les réfugiés ne se sentiront pas dans leur nouvelle patrie aussi bien qu'ils l'étaient chez eux.

La Grèce des capitalistes, des banquiers et des spéculateurs n'est pas en état de trouver les moyens nécessaires pour faciliter la vie des réfugiés. Dans la crise financière et économique actuelle de l'Etat, ni le gouvernement de Michalakopoulos ni celui de Pangalos ne peuvent trouver ces moyens. — plusieurs dizaines de milliards de drachmes.

Le problème des réfugiés continuera à jouer un rôle important dans la vie politique et économique du pays. La Grèce des Michalakopoulos et des Pangalos n'est pas en état de résoudre ce problème. Ceux d'entre les réfugiés qui font confiance aux différents démagogues et charlatans politiques qui leur promettent de leur donner la terre, les magasins et les maisons des paysans et des artisans bulgares et turcs — seront convaincus bientôt qu'ils ne trouveront pas leur bonheur dans la lutte contre leurs frères des autres nationalités, mais en s'unissant avec eux dans la lutte contre les oppresseurs du peuple.

Le problème des réfugiés en Grèce ne pourra être résolu qu'avec un pouvoir des masses laborieuses, avec pleine garantie des droits pour toutes les nations; un pouvoir qui ne craindra pas d'user des moyens nécessaires contre ceux qui ont amassé leur fortune au détriment du peuple. Ce pouvoir expropriateur partagera les terres de l'Etat, des gros propriétaires, des monastères, des vakifs et non du pauvre paysan bulgare et turc; ce pouvoir sera celui des masses laborieuses de la Grèce et des Balkans, unies en une République Fédérative Balkanique.

Ce n'est que dans la Fédération Balkanique que le problème des réfugiés arméniens qui se trouvent en Grèce pourra être résolu, de même que celui des tcherkez de l'Asie Mineure qui sont réduits au rôle de gendarmes des propriétaires, des spéculateurs et des dictateurs fascistes grecs.

A. Petridis